

La Revue stratégique de la fonction publique, nouvelle attaque au statut ?



Revue stratégique de la fonction publique > 2035 > 2050

La Direction générale de l'administration et de la fonction publique a lancé une Revue stratégique de la fonction publique en février dernier. La FGF-FO et FO-SPS, ainsi que deux autres organisations syndicales, ont refusé de participer à la première réunion prévue pour élaborer cette réflexion. « Pour nous la priorité n'est pas de se projeter sur 2035-2050, mais d'ouvrir des négociations salariales », explique Christian Grolier, secrétaire général de la FGF. « À quoi il nous a été répondu qu'en l'absence d'un ministre de la Fonction publique, il n'était pas possible de travailler sur les rémunérations [*]. » En revanche, cela ne semble pas empêcher de discuter de l'avenir... L'objectif affiché de la Revue stratégique : « Penser aujourd'hui la fonction publique de demain. »

Des thématiques à haut potentiel de dangerosité

L'ambition de l'exécutif est de se projeter à l'horizon 2035-2050. Pour cela, il a prévu d'organiser des travaux en trois collèges. Organisations syndicales des trois versants, employeurs publics et jeunes agents publics devront chacun se réunir afin de plancher sur les thématiques proposées. Parmi les questionnements avancés : « Faudra-t-il encore des fonctionnaires sous statut pour assurer les missions de service public ? » ; « Faudra-t-il maintenir l'unicité de la fonction publique ? » ; « Faut-il faire évoluer les voies de recrutement ? » ; « Comment donner plus de marge aux employeurs pour tenir compte de la diversité

L'inFO militante

L'article que vous êtes en train de lire est tiré de la revue « L'inFO militante », le bimensuel de la confédération Générale du Travail Force Ouvrière.
[Consulter les articles](#)

des environnements professionnels et des métiers ? ». Pour Christian Grolier, « à la façon de présenter les thématiques, nous savons très bien que derrière le prétexte de faire évoluer la fonction publique, l'idée c'est plutôt de casser le statut, dans la droite ligne de la loi de transformation de la fonction publique de 2019 ».

SANDRA DÉRAILLOT

Journaliste à *L'inFO militante*

L'INFO MILITANTE

Le bimensuel de la Confédération

[#Agents publics](#) [#Fonction publique](#) [#Service Public](#)

Partager cet article :      

Notes

[*] David Amiel, qui était ministre délégué chargé de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, a été nommé ministre de l'Action et des Comptes publics le 22 février 2026, sans successeur annoncé.

Sur le même sujet

LES ÉDITORIAUX DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Frédéric Souillot : « Vivre dignement de son travail »